

Ottawa, November 4, 2010

Dear Prime Minister Harper,

We write in advance of the G-20 Summit on November 11-12, 2010 in Seoul, South Korea. During the Summit, we understand that you will be meeting with Chinese President Hu Jintao and other members of the Chinese delegation. We respectfully request that dialogue on human rights include your personal urging of the release of two representative Chinese prisoners of conscience: Gao Zhisheng and Liu Xiaobo.

Regrettably, Mr. Gao and Dr. Liu's detentions reflect the increased repression faced by rule of law and human rights advocates in China. In particular, the release of Mr. Gao and Dr. Liu – and the restoration of their rights – is crucial in promoting a China that respects the rule of law, human rights, and freedom of expression for all its citizens. It will also demonstrate to Canada and to the international community that the Chinese government is committed to its domestic and international legal obligations.

Mr. Gao, as you know, is a human rights lawyer whose advocacy on behalf of religious minorities, coal miners, and disabled children earned him recognition as “the conscience of China”. He received a suspended sentence for “incitement to subvert state power” in 2006 and has been repeatedly tortured by government authorities. He was “disappeared” in February 2009 by government authorities, and after substantial international attention, allowed to reappear over a year later, in March 2010. However, on April 20, 2010, Mr. Gao was again “disappeared”. His current location is unknown. In standing violation of China's domestic and international legal obligations, Mr. Gao has been denied his fundamental rights including the denial of a fair trial or even being charged with a crime.

Simply put, Mr. Gao's detention is a case in point of the Chinese government's substantial pressure on human rights lawyers and the legal community forcing them to abandon their advocacy on behalf of persecuted groups. In a word, the government pressures judges to dismiss cases, disbars lawyers, and shuts down law firms. And now, as with Mr. Gao, the government disappears lawyers for the “crime” of defending their clients. We believe that this is a line that no rights-respecting rule of law country should cross.

As for Dr. Liu, he is an internationally renowned scholar and human rights advocate, and recent recipient of the Nobel Peace Prize, in recognition of his extraordinary contributions to the rule of law and the protection of human rights. His role in drafting Charter 08, which called for political reform and improved human rights in China, appears to have led to his current unjust and illegal detention. On December 25, 2009, after a trial that violated international law, Dr. Liu was sentenced to eleven years imprisonment on charges of “incitement to subvert state power and overthrow the socialist system”.

Dr. Liu's detention is representative of the Chinese government's increasing suppression of the peaceful freedom of expression of its citizens, particularly those who advocate for political reform. The charge of subversion under Article 105 of the Criminal Law of the People's

Republic of China is regularly used to unjustly imprison dissidents, in violation of the Chinese constitution and international law.

We trust that you will review these cases with President Hu during the G-20 Summit with a view to releasing Mr. Gao and Dr. Liu, the whole as consistent with Chinese values, its constitution, and its legal obligations both domestic and internationally.

Sincerely,

Irwin Cotler, C.P., O.C.  
Member of Parliament, Mount Royal

Wayne Marston,  
Member of Parliament, Hamilton East–Stoney Creek

David Sweet,  
Member of Parliament, Ancaster–Dundas–Flamborough–Westdale

Dr. Bernard Patry,  
Member of Parliament, Pierrefonds-Dollard

Mario Silva,  
Member of Parliament, Davenport

Bob Rae,  
Member of Parliament, Toronto Centre

Jean Dorion,  
Member of Parliament, Longueuil–Pierre-Boucher

Glen Pearson,  
Member of Parliament, London North Centre

Scott Reid,  
Member of Parliament, Lanark–Frontenac–Lennox and Addington

Russ Hiebert,  
Member of Parliament, South Surrey–White Rock–Cloverdale

Johanne Deschamps,  
Member of Parliament, Laurentides–Labelle

Ottawa, le 4 novembre 2010

Cher Monsieur le Premier Ministre Harper,

Nous vous écrivons à l'approche du sommet du G-20 qui se tiendra à Séoul les 11 et 12 novembre prochains, et au cours duquel vous rencontriez le président de la Chine, M. Hu Jintao, ainsi que d'autres membres de la délégation chinoise.

La présente a pour objet de respectueusement vous demander d'exhorter personnellement les représentants du gouvernement chinois avec lesquels vous vous entretenez à libérer deux prisonniers de conscience, Gao Zhisheng et Liu Xiaobo, dont la détention est représentative de la répression accrue à laquelle sont confrontés les militants pour les droits de la personne en Chine et du peu de cas qu'y est fait de la suprématie du droit.

Que messieurs Gao et Liu soient libérés et laissés libres d'exercer leurs droits constitue un facteur clé pour la promotion d'une Chine respectueuse de la suprématie du droit, des droits de la personne, et de la liberté d'expression pour tous ses citoyens. En les libérant, la Chine démontrerait au Canada et à la communauté internationale qu'elle s'acquitte de ses obligations légales, à l'échelle tant nationale qu'internationale.

M. Gao, comme vous le savez, est un avocat œuvrant à la défense des droits de la personne; dont le travail au nom de membres de minorités religieuses, de houilleurs, et d'enfants handicapés lui a valu le surnom de « conscience de la Chine ». Il a été condamné en 2006 à une sentence avec sursis pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État » et a été victime de tortures répétées. Il avait été porté « disparu » après avoir été interpellé à son domicile de Shaanxi par des agents du Département de la sécurité publique le 4 février 2009, pour refaire surface plus d'un an plus tard, en mars 2010, et « disparaître » à nouveau en avril 2010. On ignore depuis l'endroit où il se trouve.

M. Gao a été privé de ses droits fondamentaux, dont le droit à un procès équitable; il n'a même été accusé d'aucun crime, ce qui constitue une violation flagrante des obligations légales – à l'échelle tant nationale qu'internationale – de la Chine.

En termes simples, la détention de M. Gao est un exemple-type des puissantes pressions exercées sur les militants pour les droits de la personne et la communauté juridique en Chine, qui vise à décourager leur travail auprès des groupes persécutés. En résumé, les autorités chinoises exercent des pressions auprès des juges pour qu'ils rejettent des causes, elles radient des avocats, et elles ferment des cabinets d'avocats. Et, comme dans le cas de M. Gao, elles font disparaître des avocats dont le « crime » est de défendre leurs clients. Nous croyons que c'est une limite qu'aucun État de droit ne devrait franchir.

M. Liu est un professeur de lettres de réputation internationale et un défenseur des droits de la personne, et le lauréat du Prix Nobel de la Paix 2010, qui lui a été décerné « pour ses efforts durables et non violents en faveur des droits de l'homme en Chine ». Son rôle dans la rédaction et la diffusion de la Charte 08, une pétition appelant à des réformes politiques et le respect des

droits de la personne en Chine, semble être ce qui lui a valu la détention injuste et illégale dont il est présentement l'objet. Le 25 décembre 2009, après un procès contraire aux règles du droit international, il a écopé d'une sentence de onze ans de prison pour le crime d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État et au renversement du système socialiste ».

La détention du professeur Liu fait état de la suppression croissante de la liberté d'expression des citoyens chinois, particulièrement ceux qui militent pour des réformes politiques. Les autorités ont souvent recours à l'accusation de subversion aux termes de l'article 105 du *Code pénal de la république populaire de Chine* pour justifier l'emprisonnement de dissidents, en violation de la Constitution chinoise et du droit international.

Nous espérons que vous allez discuter de ces cas avec le président Hu lors de vos rencontres avec lui à l'occasion du Sommet du G-20 dans le but que messieurs Gao et Liu seront libérés, le tout en accord avec les valeurs chinoises, avec la constitution de la Chine, et avec ses obligations légales, à l'échelle tant nationale qu'internationale.

Veuillez agréer, cher Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.

Irwin Cotler, c.p., o.c.  
Député, Mont-Royal

Wayne Marston,  
Député, Hamilton-Est–Stoney Creek

David Sweet,  
Député, Ancaster–Dundas–Flamborough–Westdale

Dr. Bernard Patry,  
Député, Pierrefonds-Dollard

Mario Silva,  
Député, Davenport

Bob Rae,  
Député, Toronto Centre

Jean Dorion,  
Député, Longueuil–Pierre-Boucher

Glen Pearson  
Député, London North Centre

Scott Reid,  
Député, Lanark–Frontenac–Lennox and Addington

Russ Hiebert,  
Député, South Surrey–White Rock–Cloverdale

Johanne Deschamps,  
Députée, Laurentides–Labelle